

M 04249 - 13 - F: 1,20 €



25 jours de grève pour faire reculer leur direction : les salariés des **wagons-restaurants** ont marqué des points. **REGARDS PAGE 2**



Home, de Yann Arthus Bertrand, pointe du doigt l'urgence écologique. Mais ce gigantesque buzz oublie le nucléaire et les OGM. **CULTURE & MEDIAS PAGE 9**



Il y a un an, au **Venezuela**, l'entreprise sidérurgique Sidor était nationalisée. Quel bilan provisoire? Reportage de nos correspondants. **REPORTAGE PAGES 6 & 7**

TOU

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

18 JUIN 2009 | N°13 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

est à nous!

SARKOZY

L'IMPOSTURE



Prétendant sortir vainqueurs des élections européennes, Sarkozy et son gouvernement sont à l'offensive. Une série d'attaques, entre autres le départ à la retraite à 67 ans, se profile. Mais le mécontentement populaire est toujours là et le mouvement social n'a pas dit son dernier mot.

Trois jours après les élections européennes, Sarkozy annonçait la mise à l'étude d'une «taxe carbone» censée prendre en compte les préoccupations écologistes. Mais il s'agit seulement, en réalité, de trouver de nouveaux impôts pour compenser la suppression de la taxe professionnelle, un des cadeaux récents du gouvernement au patronat. Dans la même annonce, d'ailleurs, Sarkozy ne confirmait-il pas, cyniquement, le choix de développer le nucléaire? C'est toute la politique du gouvernement

qui est à l'image de cette entourloupe. Sarkozy et ses ministres feignent de considérer que les 28% obtenus par les listes UMP sont un aval donné à leur politique. Ils savent bien qu'il n'en est rien et que leur score, ramené au nombre d'inscrits sur les listes électorales, n'est que de 11%. Ils savaient surtout, avant même qu'elle n'ait eu lieu, que la journée appelée par les syndicats le 13 juin ne serait qu'une conclusion à leur politique de démobilité. Voilà qui donne au patronat et au gouvernement, du moins provisoirement, les coupées franches pour relancer leur offen-

sive. Le 4 juin, Sarkozy annonçait que les mutuelles pourraient prendre en charge une partie des soins couverts jusqu'ici à 100% par la Sécu. Le 5, on apprenait que la privatisation de La Poste serait portée en novembre à l'Assemblée nationale. Le 9 juin, les députés ont adopté la loi «pour faciliter le maintien et la création d'emplois» qui, sous couvert de préserver l'emploi, est destinée à augmenter la flexibilité des salariés en facilitant, entre autres, le prêt de main-d'œuvre. **SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3**

LICENCIEMENTS

L'URGENTE COORDINATION

Avec la crise économique, on assiste à une avalanche de licenciements, notamment dans l'industrie automobile. Toutes les luttes sont restées jusqu'à présent isolées, les confédérations syndicales s'abstenant de mettre en place une coordination entre les différents sites touchés. Mais, depuis peu, des débuts de convergence, même s'ils restent fragiles et minoritaires, sont apparus. **LIRE PAGE 4**

PORTUGAL

PERCEE DU BLOC DE GAUCHE

Le 7 juin constitue un vrai tournant de la vie politique au Portugal. Le Parti socialiste, au gouvernement depuis février 2005 et disposant d'une majorité absolue de députés, a subi un échec historique en n'obtenant que 26,6% des voix (44% en 2004). Le taux d'abstention ayant à peine dépassé celui de 2004, cette chute représente une perte de presque 500 000 voix. Aujourd'hui, le problème du Parti socialiste n'est pas la victoire du parti libéral PSD (droite), qui, avec 31,7% des voix, n'est pas loin de ses plus mauvais scores. La nouveauté, c'est qu'il y a plus de 20% de voix à la gauche du PS. Le PC fait un score de 10,66% et obtient deux élus, comme en 2004. Le Bloc de gauche obtient 10,73%, passe d'un élu (Miguel Portas) à trois (Miguel Portas, Marisa Matias et Rui Tavares) et devient la troisième force politique du pays. Pour chaque vote gagné par le PC par rapport à 2004, le Bloc en gagne trois, dépassant en nombre de

voix (382005) son meilleur score (364971) obtenu aux élections législatives de février 2005. Les raisons de cette faille du PS et de la croissance du Bloc de gauche ne sont pas circonstancielles. Ces quatre dernières années, le PS a gouverné carrément à droite, prenant des mesures antisociales que le parti libéral PSD (au gouvernement de 2002 à 2005) n'avait pas osé prendre. La loi sur le travail facilite les licenciements, dans le public comme dans le privé. L'obtention d'une allocation-chômage est devenue plus difficile. Aujourd'hui, parmi les 600 000 chômeurs, environ 200 000 n'ont pas d'allocation. Le PS a refusé la proposition faite par le Bloc de gauche au Parlement d'accorder la retraite à taux plein à tous ceux qui ont travaillé plus de 40 ans. Il a attaqué fortement les services publics comme le service national de santé. **SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 8**

UNIVERSITÉ D'ÉTÉ DU NPA L'ANTICAPITALISME AU SOLEIL

Le NPA tient cet été, du dimanche 23 au mercredi 26 août, sa première université d'été à Port-Leucate, près de Perpignan. Un événement politique qui risque de connaître une affluence très importante (le nombre d'inscriptions le prouve déjà), tant l'année a été riche en luttes et en débats politiques. **LIRE PAGE 11**

Par **Laurent Carasso****SINISTRE MASCARADE**

L Le sommet de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur « La crise mondiale de l'emploi » s'est

tenu du 15 au 17 juin à Genève. Loin de l'OMC et du FMI, où se nouent les rapports de forces entre capitalistes et se négocient les vraies décisions, cette réunion apparaît comme le supplément d'âme d'un système dans lequel les salariés ne sont jamais qu'une variable d'ajustement, un paramètre, le premier sac de sable dont on se déleste pour que le ballon des profits reprenne de l'altitude. Avec une certaine coïncidence, l'OIT fête, cette année, ses 90 ans d'existence, en pleine crise d'un capitalisme qu'elle était censée accompagner et parer d'un visage humain. Evidemment, le bilan des derniers mois est catastrophique pour ceux et celles qui font tourner la machine de l'économie mondiale: l'année 2009 verra de 30 à 60 millions de chômeurs de plus par rapport à 2007, soit un total officiel de près de 240 millions de travailleurs sans emploi. Et chacun connaît la relativité de telles statistiques... Ainsi, en deux ans, le chômage a doublé aux Etats-Unis et en Espagne. Mais ces chiffres redonnent espoir aux investisseurs, qui y voient le signe que les entreprises ont bien fait leur sale boulot afin de relancer les Bourses et la course aux profits. Le bureau de l'OIT vient aussi de sortir quelques chiffres dramatiques, qui n'émeuvent guère la presse: chaque jour, 5 500 hommes et femmes meurent d'un accident de travail ou d'une maladie professionnelle et 1 million subissent un accident du travail. Nicolas Sarkozy est venu s'indigner, à Genève, pour exiger plus de contraintes face à la marchandisation, pour citer Saint-Just, s'interroger sur la taxe Tobin, déclamer que « nous aurons la justice ou nous aurons la violence! »: de belles paroles, côté jardin, pour revenir, côté cour, à Paris, soutenir la retraite à 67 ans et les contrôles accrus contre ces « profiteurs de salariés » qui trichent sur les arrêts maladies...

19 JUIN, PAIMPOL, NPA. Réunion publique du NPA, vendredi 19 juin, 20 h 30, centre Henri-Dunant (salle n° 22).

20 JUIN, MONTREUIL, SYLLEPSE. Anniversaire « Syllepse : 20 ans d'alter-édition », samedi 20 juin, à partir de 15 heures, à La Maison de l'arbre (9, rue François-Debergue, M° Croix-de-Chavaux).

20 JUIN, PARIS, PÉROU. Rassemblement de solidarité avec les Indiens de l'Amazonie péruvienne, à l'appel du réseau de Solidarité avec les peuples de l'Amazonie, samedi 20 juin, de 15h à 18h, parvis du Trocadéro.

20 JUIN, MÉDIAS, EUROPÉENNES. Émission « L'hebdo » sur le bilan des européennes, avec Omar Slaouti (NPA), Alexis Corbières (Front de gauche) et (sous réserve) des représentants des Verts et du PS, samedi 20 juin, de 12h à 13h (rediffusion mercredi 24 juin, de 9h à 10h), sur Fréquence Paris Pluriel, 106.3 (région parisienne), et www.rfpp.net (partout).

20 JUIN, PARIS, SERVICES PUBLICS. Rassemblement festif avec casse-croûte, apéro, musique et débats, dans le cadre du « Printemps des luttes des services publics », samedi 20 juin, de 11h à 18h, la Rotonde de Stalingrad (Paris 19°, M° Stalingrad).

26 JUIN, PARIS, NPA. Rencontre avec Bertell Ollman (professeur à l'université de New York et auteur de *La Dialectique mise en œuvre*) « Pourquoi la dialectique, pourquoi maintenant et pourquoi maintenant plus que jamais? », vendredi 26 juin, 19h, librairie La Brèche (27, rue Taine, Paris 12°, M° Daumesnil).

27 JUIN, CALAIS, SANS-PAPIERS. Manifestation « Abrogation de toutes les lois scélérates, répressives et sécuritaires ! Régularisation de tous les sans-papiers! », samedi 27 juin, 10h, phare de Calais.

27 JUIN, PARIS, GENRES. Marche des fiertés LGBTI (Gay Pride), samedi 27 juin, 14h, Montparnasse.

27 JUIN, PARIS, PRÉCARITÉ. Journée festive et militante « Le plan de relance! », avec vidéo, exposition, concert, organisée par L'Appel et la pioche, samedi 27 juin, de 14h à minuit, 24, rue de la Harpe (Quartier latin).

27 JUIN, PARIS, RÉPRESSION. Marche pour Lamine (jeune homme « mort d'une crise cardiaque » après avoir été arrêté par la police...), samedi 27 juin, 14h30, 58, rue des Amandiers (Paris 20°, M° Père-Lachaise).

À SUIVRE SUR
www.npa2009.org

regardsPropos recueillis par **Guillaume Andreux****CREMONINI: « NOUS AVONS INSTALLÉ UN RAPPORT DE FORCES »**

Après quatre semaines de grève, les salariés de Cremonini (restauration ferroviaire) ont fait reculer leur direction. Hervé Le Hyaric (syndiqué FO) et Véronique Di Meo sont steward et hôtesse à Marseille dans les wagons-restaurants des TGV.

L Le 1^{er} mars, l'entreprise italienne Cremonini remplaçait la Compagnie des wagons-lits, après avoir remporté l'appel d'offres lancé par la SNCF pour la gestion de ses wagons-restaurants dans les TGV. Pour quelles raisons la SNCF a choisi Cremonini et comment s'est passée l'arrivée de la nouvelle direction? **VÉRONIQUE** – Cremonini a été choisie par la SNCF en octobre dernier. Nous avons immédiatement fait deux jours de grève contre ce choix. **HERVÉ** – Cremonini avait une mauvaise réputation, puisqu'elle gérait déjà d'autres secteurs de la restauration à la SNCF. La SNCF a choisi le moins-disant avec Cremonini, qui ne demandait que 23 millions d'euros pour ce marché, contre 80 pour Wagons-lits. **VÉRONIQUE** – Dès l'arrivée de Cremonini, les sanctions disciplinaires ont commencé à tomber. Le nombre de mises à pied conservatoires a augmenté jusqu'à une par jour. Des mises à pied pour des fautes réelles, mais vraiment bénignes. Ils ont cherché à nous pousser à la faute avec un service de contrôleurs des commerciaux se faisant passer pour des clients. **HERVÉ** – Il n'y a pas eu finalement de véritables sanctions, si ce n'est quelques avertissements. La direction a cherché à nous mettre la pression par une véritable tentative de mise au pas. **VÉRONIQUE** – Il faut ajouter à cela une baisse de qualité du service. Depuis la mise en place d'une nouvelle carte, les ruptures de stocks sont fréquentes. Avec le partage du marché en deux, puisque Wagons-lits a gardé celui du service du ravitaillement des trains en gare, il arrive qu'il manque la moitié des produits.

Comment la grève s'est-elle déclenchée?

HERVÉ – En avril la direction a voulu mettre en place une planification d'optimisation des personnels pour augmenter la productivité. **VÉRONIQUE** – En 2000, lors de la mise en place des 35 heures, en échange de l'annualisation du temps de travail, nous avons négocié une sixième semaine de congés et un temps de travail de 140 heures par mois. Comme nous avons perdu beaucoup lors de cet accord, la planification passant de six mois à quatre semaines, des usages tacites se sont mis en place. Les agents pouvaient choisir leurs trains et faisaient, de fait, moins de 140 heures par mois. Avec ces usages, la direction de Wagons-lits était gagnante et assurée d'une certaine paix sociale. **HERVÉ** – La nouvelle direction, elle, a décidé de revenir sur ces usages et d'appliquer à la lettre l'accord de 2000.

Quelles étaient vos revendications?

HERVÉ – Nous demandions en plus du respect des accords d'entreprise et du statut des salariés, y compris pour les nouveaux embauchés, le respect des organisations de travail, le maintien du niveau de rémunération et le respect de représentation des personnels. En arrivant, Cremonini a dénoncé tous les mandats des représentants syndicaux. Nous n'avons donc actuellement plus de comité d'entreprise (CE).

Comment s'est déroulée la grève, qui a duré 25 jours?

HERVÉ – La grève a commencé le 11 mai, date de début d'une nouvelle planification mensuelle. Nous sommes partis en grève reconductible¹, mais nous ne pensions pas qu'elle durerait autant. Les négociations ont été longues à se mettre en place, la direction mettant beaucoup de mauvaise volonté pour nous rencontrer. Elle ne comptait pas sur notre détermination. **VÉRONIQUE** – Après un rassemblement devant le siège de Cremonini, la direction a assigné 23 grévistes au tribunal de grande instance de Paris pour « voie de fait ». L'audience a débouché sur la désignation par le juge d'un médiateur, Alain Gouteraux, du ministère des Transports. **HERVÉ** – Les négociations ont débuté avec ce médiateur et, en trois jours, tout était réglé. Ils ont reculé sur tous les points. C'est la mobilisation massive des grévistes pendant près de quatre semaines qui a pu faire reculer une direction réputée pour ne jamais céder aux revendications des salariés. Sur les 1 300 salariés de Cremonini dans les TGV, 60% se sont mis en grève. **VÉRONIQUE** – Mais nous n'avons pas gagné à 100%. Nous savons qu'un plan social se prépare, dont on aurait pu demander l'annulation. Nous aurons de nouvelles élections professionnelles en septembre et un nouveau CE. Ce plan social sera annoncé lors de ce prochain CE. Mais nous avons désormais installé un rapport de forces pour nous y opposer.



1. A l'appel de l'intersyndicale (CFDT, CGT, FO, SUD).



(JR)

TAXE CARBONEUNE FAUSSE BONNE RÉPONSE

Taxer ceux qui émettent du CO₂ et reverser l'argent à ceux qui n'en rejettent pas: tel est le principe de la taxe carbone. Une mauvaise réponse à l'urgence climatique et une attaque contre les plus pauvres.

Dimanche 7 juin, toute la classe politique était devenue écologiste. Trois jours plus tard, le ministre de l'Écologie, Jean-Louis Borloo, annonçait le début du chantier sur la « contribution climat-énergie », ou taxe carbone. Ce projet était déjà au cœur du pacte de Nicolas Hulot en 2007, et il avait fait l'objet de décisions lors du Grenelle de l'environnement. Une telle taxe ne serait mise sur pied qu'en 2011, mais ministres et experts s'agitent et organisent, début juillet, une « conférence de consensus » chargée de définir précisément en quoi consistera cette taxe. On peut déjà en avoir une petite idée. Pour Jean-Marc Jancovici, proche de Hulot, la taxe carbone doit juste rendre visible sur les prix le réel coût des produits: les prix doivent intégrer le coût induit par la quantité de carbone

nécessaire à leur production. Derrière cet apparent bon sens, se cache une arme redoutable: faire payer aux consommateurs les conséquences d'un système de production et de transport fondé sur l'exploitation des ressources naturelles. Il ne s'agit surtout pas de s'attaquer à la façon dont les productions sont organisées... Bien que les entreprises soient citées comme devant être touchées par la taxe carbone, elles bénéficieront de nouvelles baisses de cotisations sociales. Par ailleurs, les entreprises qui participent au marché européen des droits d'émissions de gaz à effet de serre seront exemptées de la taxe, malgré la faiblesse des réductions en la matière. Les travailleurs sont doublement dupés: quand les prix auront augmenté, et quand leur salaire différé aura diminué! Une récente étude de l'université de Cambridge sur les taxes carbone des pays du nord de l'Europe illustre cette logique.

Dans cinq pays, la taxe a surtout permis de relancer la croissance et de favoriser la compétitivité des entreprises grâce à la réduction des coûts salariaux. En Suède, les ménages contribuent 2,5 fois plus que les industries, et chaque augmentation de la taxe est compensée par une baisse des cotisations. Le gouvernement français joue sur la prise de conscience de l'urgence climatique pour engranger de nouvelles recettes fiscales, afin de compenser le paquet fiscal et la baisse de la taxe professionnelle. Par ailleurs, en ne ciblant que les énergies fossiles, la taxe carbone favorise le nucléaire, dont les usages ne seraient pas taxés. Pendant ce temps, l'Union européenne ou le sommet des seize pays gros émetteurs de carbone continuent de fixer des objectifs de réduction de gaz à effet de serre tellement bas qu'ils ne pourront éviter les prochaines

catastrophes. Les fanfaronnades de Sarkozy – investir autant dans les énergies renouvelables que dans le nucléaire – ne peuvent cacher l'incapacité d'un gouvernement capitaliste à s'attaquer réellement aux causes profondes de la crise climatique. Que Daniel Cohn-Bendit tresse des lauriers au Grenelle et à Borloo n'en est que plus désolant. Une fiscalité écologiste n'a de sens que si elle garantit l'égalité sociale. Elle doit prendre place dans une politique globale de réduction des gaz à effet de serre, par la réduction drastique des consommations d'énergie, la sobriété énergétique et la création de services publics européens des énergies propres, ce qui nécessite des ruptures avec les modes actuels de production, de consommation et de transports.

Vincent Gay

GOUVERNEMENT ET PATRONAT A L'OFFENSIVE

SUITE DE LA PAGE 1

Le projet de loi sur le travail du dimanche, un moment enterré, sera finalement examiné par l'Assemblée nationale pendant la session extraordinaire de juillet. De même que la loi sur la « mobilité des fonctionnaires », dont l'objectif est d'introduire la possibilité, exceptionnelle jusqu'alors, de licencier des titulaires de la fonction publique. A toutes ces attaques, il faut ajouter l'adoption finale par le Sénat de la loi Bachelot sur la santé et la remise sur les rails de la contre-réforme des lycées; la mise en place du RSA, qui pourra se traduire par la suppression de toutes les indemnités pour celles et ceux qui refuseraient deux « offres raisonnables d'emploi »; et, enfin, les 35000 suppressions de postes programmés pour 2010 dans la fonction publique. Dimanche 14 juin, le ministre du Travail, Brice Hortefeux, a révoqué la possibilité de repousser l'âge de départ à la retraite à 67 ans, afin de faire face aux déficits des différents régimes...

Ces prétendues réformes qui organisent en réalité la régression de tous les droits sociaux, Sarkozy et son gouvernement assurent qu'elles vont dans l'intérêt de toute la population. Mensonge et imposture! Elles ne servent que les intérêts des classes dirigeantes, qui s'emploient à faire payer la crise à tous ceux qui n'y ont aucune responsabilité. Leur offensive s'est traduite par la destruction de près de 188000 emplois au cours des trois premiers mois de l'année et pourrait conduire à une augmentation du nombre de chômeurs de 1 million d'ici à la fin de l'année.

Profitant du désarroi momentané né de l'enterrement d'une année de mobilisations, le pouvoir avance ses pions et tente d'effacer le fait qu'il est ultraminoritaire, en s'appuyant sur les pseudo-oppositions du Parti socialiste et des confédérations syndicales. Mais le mécontentement et la révolte sont toujours là, et se préparent, avec les discussions sur la nécessité de l'auto-organisation et du contrôle de nos luttes pour en faciliter leur convergence, les conditions d'une véritable contre-offensive.

Galia Trépère



Compiègne (Oise), le 1^{er} mai. Lors de la manifestation des salariés de Continental. (JMB)

et aussi



Saint-Brieuc, le 12 juin. Devant la préfecture, après une action des producteurs de lait. (tn)

PRODUCTEURS DE LAIT. La mobilisation des producteurs de lait ne faiblit pas. Les premières concessions arrachées aux grandes surfaces et au gouvernement n'auront pas suffi à les faire rentrer dans le rang. Les nouvelles journées d'action des 13 et 14 juin derniers, sous forme de blocages des centres d'approvisionnement des grandes surfaces, avaient pour objectif de dénoncer les marges exorbitantes des grandes surfaces et d'obtenir une rémunération décente pour les producteurs.

JUSQU'OUÛ IRA-T-IL ? Révélatrice et consternante, la vidéo où l'on entend le maire d'Evry (Essonne), Manuel Valls, dans les allées d'une brocante, se lamenter de la « belle image de la ville d'Evry » que donnerait une population décidément trop colorée. Et d'ajouter « Tu me mets quelques Blancs, quelques Whites, quelques Blancos ». Interpellé ensuite dans les médias, il a confirmé ses propos, sous prétexte de « parler vrai » et de dénoncer les ghettos. En réalité, de tels propos, tenus par un élu – et même, paraît-il, un élu de gauche –, sont destinés à flatter les pires préjugés racistes et xénophobes.

DYNAMIQUE CITOYENNE. Après l'invalidation du conseiller général, une nouvelle élection cantonale avait lieu le 14 juin à Anduze (Gard). Déjà connue pour sa bambouiserie, ses vases et son petit train à vapeur, Anduze a donné la victoire à Geneviève Blanc, candidate de la gauche alternative. Au premier tour, sa candidature avait été soutenue par les Communistes unitaires, le Parti de gauche, le NPA, les Verts et les Alternatifs. Arrivée en tête des candidatures de gauche, elle avait ensuite bénéficié du soutien des autres candidats, PS et PCF. Avec son suppléant, Christian Vigne, Geneviève Blanc avait su animer une équipe de quelques dizaines de citoyens et citoyennes, qui voulaient témoigner de leurs convictions « naturellement à gauche » et de leur volonté de pratiquer la démocratie locale autour de cinq thèmes, qui ont été au cœur de leur campagne: démocratie et vie locale, développement local, solidarités, associations – culture, sport, environnement. Pari réussi.



SYNDICATS ABSTENTION POUR LA JOURNÉE D'ACTION

La politique des directions des confédérations, combinant les journées d'action sans perspective et la recherche du dialogue social, désoriente et démobilise.

C'EST pour défendre «l'emploi, le pouvoir d'achat et les services publics» que les huit syndicats (CGT, CFDT, FO, CFTC, CFE-CGC, FSU, Solidaires et Unsa) appelaient, samedi 13 juin, à une cinquième journée de mobilisation, sans grève. Les ouvriers du livre, qui avaient appelé à cesser le travail, ont empêché la parution de la plupart des quotidiens nationaux. C'est bien la seule perturbation notable d'une journée que la grande majorité des travailleurs a ignorée. Pourtant, le mécontentement demeure, s'approfondit et n'a nullement été impressionné par la prétendue victoire de la droite aux européennes.

Les luttes contre les licenciements continuent. En témoigne la séquestration de quatre dirigeants de la papeterie Malaucène dans le Vaucluse. La grande majorité de l'opinion (74% selon les sondages), reste favorable aux mobilisations, face à l'aggravation du chômage (187800 emplois supprimés au premier trimestre 2009, selon l'Insee). Face aussi à l'arrogance de Sarkozy, qui refuse même un coup de pouce au Smic et annonce de nouvelles attaques. Ce qui est en cause, c'est bien la politique des grandes confédérations, qui veulent à tout prix éviter un affrontement avec le pouvoir et s'enferment dans le piège du dialogue social. Jean-Claude Mailly (FO) a essayé de capter la grogne suscitée par cette politique: «Les manifs à répétition, ce n'est pas notre tasse de thé, parce qu'il y a un peu un phénomène d'usure des salariés.» Certes, mais la rivalité avec la CGT ou la CFDT ne fait pas une politique répondant aux besoins de la situation.

C'est bien là la discussion qui s'ouvre dans les organisations syndicales, comme parmi les salariés qui refusent de payer la crise. Comment mettre en œuvre une politique qui, en combinant les grèves locales, leur convergence, les actions nationales, construise un mouvement d'ensemble dans l'objectif de faire céder le pouvoir?

On ne peut, dans le même temps, se prêter au petit jeu de la concertation avec le patronat ou le gouvernement et développer une offensive pour les faire céder. Deux jours avant le 13 juin, s'ouvraient les discussions avec le Medef sur la «gestion sociale des conséquences de la crise sur l'emploi». La même semaine, Sarkozy recevait les dirigeants des confédérations, sans d'autre raison que de défendre sa propre politique. Début juillet, ils se rencontreront de nouveau pour faire «un bilan d'étape» des mesures gouvernementales contre la crise discutées lors du sommet social du 18 février. Ce bilan, tout le monde le connaît, il est inacceptable. François Chérèque (CFDT) parle de «risques d'embrasement», sans doute pour convaincre le gouvernement de faire des gestes. Mais le pire serait que la révolte reste sans politique.

Yvan Lemaitre



Paris, mardi 9 juin. Les salariés de Molex et de Lear, sous-traitants de PSA, manifestent ensemble. (Milo)

LICENCIEMENTS L'URGENTE COORDINATION

Depuis l'accélération sans précédent des licenciements, les luttes sont nombreuses. Des amorces de coordination, fragiles, voient le jour.



Ce qui caractérise la plupart des luttes face aux licenciements, c'est leur isolement. Aucune confédération syndicale n'a pris l'initiative de réunir l'ensemble des entreprises concernées par les licenciements pour définir une riposte commune. Un potentiel de mobilisation réel existe pourtant dans bien des endroits, avec des luttes qui durent sur plusieurs mois, comme à Celanese, Fulmen (batteries de voiture à Auxerre) ou Lear (sièges pour Citroën dans l'Oise). Mais, malgré des luttes dures, aucune boîte ne se bat sur la perspective d'interdiction des licenciements, comme le NPA le défend. Non pas que les salariés concernés soient opposés à cette perspective, mais elle apparaît dans bien des cas comme inaccessible. Car, isolés, les salariés n'ont d'autre choix que de se battre pour des plans «sociaux» les moins mauvais possibles, des

primes de départ conséquentes, un nombre de licenciements moindre par rapport à celui prévu par les patrons, etc.

De ce point de vue, même sur la défensive, les travailleurs, comme à Continental, arrivent, ici et là, à marquer des points. Même timidement, on assiste, de manière très locale, à des débuts de coordination d'entreprises en lutte. A Châteauroux (Indre), par exemple, les salariés de l'usine Rencast (tôles aluminium pour l'automobile), après avoir gagné à 100% contre la fermeture de leur usine à la suite de deux semaines de grève avec occupation, ont donné un coup de main aux salariés de Mead Emballages. Dans la région de Quimper, il y a eu une tentative de coordination entre les salariés de Cummins (filtres à air, à huile et hydrauliques pour les poids lourds et les engins de chantiers et l'automobile), ceux de Livbag (numéro un mondial de l'airbag, qui veut

licencier 250 des 900 salariés) et ceux d'Asteel (sous-traitance électronique et électromécanique), avec une manifestation commune devant le Medef et la préfecture, mais qui n'a pas été plus loin. Mardi 9 juin, les travailleurs de Lear sont venus accueillir les salariés de Molex à Paris, ces deux usines étant liées au même donneur d'ordre, PSA (lire *TEAN* n°12 du 11 juin).

En Picardie, particulièrement touchée par des licenciements dans le secteur automobile, les salariés de Continental (Oise) et de Goodyear (Somme) se sont coordonnés. Ils organisent des manifestations communes, se voient le samedi «chez l'un ou chez l'autre», pour des barbecues de lutte, etc. Sans faire de plans sur la comète, à partir de ces deux usines, un appel à une rencontre de l'ensemble des salariés victimes des mêmes plans de licenciements dans tout le pays rencontrerait, à coup sûr,

un écho considérable. Ce serait l'occasion, pour les salariés eux-mêmes, de débattre des perspectives concrètes à mettre en avant aujourd'hui.

Mais une telle rencontre ne se décrète pas. Le NPA pourrait réunir des représentants d'une quinzaine d'entreprises en France aujourd'hui touchées par des plans de licenciements et sortir de son chapeau «un appel NPA». Ce n'est pas sa manière de faire. Mais cela ne l'empêche pas de faire connaître à tous ce qu'il juge utile dans la période (comme une marche nationale pour l'interdiction des licenciements) et de faire savoir sa disponibilité à ce sujet, comme il l'a déjà fait savoir en décembre dernier en convoquant une réunion unitaire adressée à l'ensemble des organisations syndicales et politiques afin de proposer un front commun contre les licenciements.

Basile Pot

et aussi

ARMÉE CHOYÉE. Actuellement en discussion à l'Assemblée nationale, la loi de programmation militaire (LPM) démontre, si besoin était, que les mesures d'austérité, ce n'est pas vraiment pour tout le monde ! Certes, la LPM planifie des fermetures de sites et des suppressions d'emplois. Mais, en revanche, elle prévoit une augmentation considérable du budget d'équipement, avec un plan de relance de près de 20%. Pour la période concernée (2009-2014), cela représente quand même 185 milliards d'euros, dont 101 milliards pour les crédits d'équipement. Monstrueux gaspillage, alors que tant de services publics (vraiment utiles, pour la satisfaction des besoins sociaux) manquent du strict nécessaire. Mais ces sommes considérables ne seront pas perdues pour tout le monde. L'essentiel finira dans les poches des industriels de l'armement et autres marchands de mort... Pour faire bonne mesure, la LPM prévoit aussi une extension du secret défense. Autrefois réservé à des informations et à des dossiers, il concernera désormais des sites entiers. Le but de l'opération est d'étouffer d'éventuelles investigations judiciaires touchant à cette zone trouble que sont le commerce des armes, la corruption et les financements politiques qui vont avec.

FLINS SANS F1. Samedi 13 juin, la manifestation contre le projet de circuit de Formule 1 à Flins-Les-Mureaux (Yvelines), appelée par le collectif Flins sans F1, a réuni près de 500 personnes venues de Flins et des Mureaux, mais aussi des communes voisines. Toutes ont rappelé de façon dynamique leur opposition à ce circuit: non au bruit, à la pollution et l'aggravation de la circulation; non au gaspillage de l'argent public; non à la mise en danger de la nappe phréatique; mais oui à la protection de l'environnement, à l'agriculture biologique, à la diversification des activités économiques et aux emplois stables



et locaux. Rappelons que les consultations des habitants concernés ont montré un rejet quasi unanime de ce projet et que ce rejet s'est également manifesté lors des dernières élections. D'ores et déjà, d'autres actions citoyennes sont en préparation.



et aussi

GRÈVE À SAINT-NAZAIRE. Depuis plusieurs semaines, onze travailleurs bulgares, employés par la société Litana, sous-traitante du chantier naval STX (ex-Chantiers de l'Atlantique) sont en grève pour que soient respectés les engagements de leur patron en matière de salaire horaire et d'indemnités de panier et de déplacement. Soutenus par l'Union syndicale multiprofessionnelle CGT, ils viennent d'être rejoints par deux autres travailleurs bulgares employés par la société Atlantis Montasa, également sous-traitante en tuyauterie et plomberie de bord. Ces deux salariés ont travaillé jusqu'à 51 heures par semaine, les 1^{er} Mai, 8 Mai et lundi de Pentecôte, et ils n'acceptent plus d'être rémunérés 350 euros par mois en espèces et 3 euros de panier par jour, sans autre indemnité de déplacement, même si on leur promet 1 200 euros versés en Bulgarie. Un mouvement de solidarité est en train de naître à Saint-Nazaire, tant il est vrai que, les élections européennes passées, les inégalités flagrantes et les pratiques de dumping social réapparaissent au grand jour, avec la nécessité de la lutte pour l'harmonisation par le haut des droits sociaux sur le continent.

SOUTIEN À ERWAN REDON. Le désengagement de l'Etat vis-à-vis de l'école primaire publique, la mise en concurrence des écoles participant d'un projet libéral destiné à soumettre l'éducation aux lois de l'entreprise. Dans ce contexte, nombreux sont les enseignants qui résistent et le font savoir. Erwan Redon en fait partie. Professeur des écoles à Marseille, Erwan est convoqué en conseil de discipline, le 7 juillet. Il risque d'être radié de l'Education nationale, officiellement pour «insuffisance professionnelle». En fait, Erwan dérange. Ses critiques du système et son militantisme, pédagogique comme politique, ont braqué l'inspection d'académie. Celle-ci lui a ponctionné 32 jours de salaire en 2009 pour ne pas avoir effectué «l'aide personnalisée», que préconisait l'inspectrice de sa circonscription! Le NPA appelle à participer aux diverses manifestations de solidarité organisées d'ici le 7 juillet.

LA POSTE PRIVATISATION ET RÉGRESSION

Mardi 16 juin, Luc Chatel, secrétaire d'Etat à l'Industrie, a présenté les «grandes lignes» du changement de statut de La Poste. Mais, sans attendre, la direction du groupe a annoncé que le courrier allait être distribué avec un délai supplémentaire.

DANS le contrat de service public signé par la ministre de l'Economie, Christine Lagarde, avec le président de La Poste, Jean-Claude Bailly, en juillet 2008, ce dernier s'était engagé à respecter un délai de 24 heures dans la distribution du courrier. C'est ce qu'on appelle le J+1. Désormais, ce sera J+2, soit 48 heures... théoriquement. Cette régression sans précédent précède de peu une série d'autres mesures qui sont déjà dans les tiroirs de la direction: la distribution du courrier cinq jours sur sept au lieu de six par semaine, des batteries de boîtes aux lettres à l'entrée des villages, ou encore la fin du tarif unique du timbre... L'objectif est d'économiser près de 200 millions d'euros afin de redresser les marges de profits, qui ont tendance à s'amenuiser avec la diminution du trafic. C'est aussi, aux yeux de la direction, le meilleur moyen de préparer l'ouverture totale du courrier à la concurrence, en 2011 et, bien sûr, la privatisation. Celle-ci, après avoir fait l'objet de déclarations plus ou moins contradictoires, est désormais dans les tuyaux.

L'enjeu est de transformer le groupe La Poste en société anonyme. Le gouvernement prétend hypocritement qu'il ne s'agit pas d'une privatisation, puisque ce sera une société à capitaux publics via la participation de la Caisse des dépôts et consignations. Mais tout le monde sait que cette institution est elle-même en grande difficulté depuis le début de la crise. Sous prétexte de financement supplémentaire, une augmentation du capital pourrait avoir lieu dès 2010, en s'ouvrant cette fois au capital privé.

C'est d'ailleurs un scénario que l'on connaît bien: Sarkozy, en 2004, et Jospin avant lui, s'étaient engagés, pour Gaz de France et France Telecom, à ne pas privatiser, ou à ne pas le faire au-delà d'un certain seuil. On connaît la suite. Pour l'heure, une phase de consultations va avoir lieu avant que la loi ne soit examinée au Parlement. Mais soulignons que, depuis longtemps, un processus de privatisation rampante a déjà eu lieu et va continuer. Toutes les filiales du groupe La Poste et 43% de son personnel sont sous statut privé aujourd'hui! Côté personnels, les réorganisations sont incessantes, la charge de travail ne cesse de s'alourdir, les salaires restent particulièrement bas, les réductions d'effectifs se poursuivent et, bien sûr, les bureaux continuent de fermer... Ce qui n'est pas sans conséquences pour les usagers. Sans attendre le «D Day» de la privatisation, une riposte coordonnée s'impose donc dès maintenant, en s'appuyant sur des résistances qui existent déjà, malheureusement souvent éparpillées, avec le soutien également des usagers. La perspectives de faire converger les luttes est plus que jamais d'actualité.

Jean-François Cabral



Paris, le 30 septembre 2008. Manifestation des salariés de la branche Unifed (santé et travailleurs sociaux dans le secteur non lucratif). (Franck Houlgatte)

SMIC DES EXPERTS CONTRE LES SALAIRES

Sous la houlette de l'Elysée, des économistes se mobilisent pour porter un coup à la légitimité du salaire.

U Tour à tour, en quelques semaines, trois rapports d'experts se concluent par une mise en garde contre toute hausse générale des salaires et, en premier lieu, contre une hausse du Smic, le 1^{er} juillet prochain. Celle-ci ne bénéficierait d'aucun coup de pouce et se limiterait à suivre l'obligation légale: 1,4% tout au plus. De plus, l'inflation annuelle serait en baisse de 0,3%, situation jamais vue depuis 1957. Mais qui s'en est aperçu dans les magasins? Le dernier de ces oracles est le «groupe d'experts» mis en place pour donner un avis sur le bon niveau du Smic, même si la législation reste pour le moment inchangée (le gouvernement peut donc passer outre). Ce rapport est sans doute le plus réactionnaire de tous. Le Smic serait ainsi «le plus élevé au sein des pays de l'OCDE». Et, évi-

demment, les conséquences sur l'emploi de ces hausses faramineuses sont déclarées «incontestablement défavorables», avec un coût du travail au niveau du Smic exorbitant, qui «évince» les travailleurs «les plus fragiles». En conséquence, le Smic serait devenu l'ennemi de la «lutte efficace contre la pauvreté». Pour faire face à celle-ci, il faudrait miser sur le revenu de solidarité active (RSA). Ne plus parler de hausse des salaires, et donc de salariat convenablement payé, tel est le leitmotiv. En revanche, les «pauvres», en ces temps de crise, ont le droit de bénéficier d'un (pauvre) «revenu», allocation publique aux frais de la collectivité. Tout cela au nom de l'emploi, bien sûr. Avant la leçon sur le bon niveau du Smic, on a déjà eu droit aux conclusions du rapport Cotis (directeur de l'Insee), expliquant que le niveau des salaires dans la richesse est stable

depuis vingt ans. Donc il n'y aurait pas de problème salarial global, même s'il pointe quand même l'envolée des dividendes. Le clou a encore été enfoncé par le Conseil d'analyse économique (CAE), qui aboutit à peu près aux mêmes conclusions. Y compris sur la nécessité de se préoccuper des «pauvres», par le RSA et non par les salaires. Le groupe d'experts a été conçu pour «dépolitiser» la question du Smic, seule question salariale dont le niveau dépend en effet, outre les augmentations légales, du bon vouloir gouvernemental (les «coups de pouce», dont le dernier remonte à 2006). Une incursion politique dans le rapport salarial que le patronat rêve de détruire. Grâce à Sarkozy, qui aime passer pour activiste politique, il est en train d'y parvenir. Mais le Smic lui-même (1000 euros net pour 35 heures), tant décrié, est en train de devenir, non pas le salaire plancher d'une

personne sans qualification, et dont la progression devrait entraîner celle de toute l'échelle des salaires, mais une sorte de minimum social subventionné par les baisses de charges patronales. «Moins vous payez un salarié, plus vous êtes aidé»: c'est François Chérèque (CFDT) qui le dit! Et ce faible Smic tire tous les salaires vers le bas, puis que 17% des salariés sont payés à son niveau, soit deux fois plus qu'en 1994. Il faut donc se battre pour augmenter le Smic: 1500 euros net, c'est vraiment le minimum. Mais il faut le faire en confortant le salariat, c'est-à-dire en luttant aussi pour une augmentation générale des salaires vers le haut (300 euros pour tous), afin de modifier de fond en comble le partage salaires-profits, seule mesure du rapport de classe.

Dominique Mezzi



Massy (Essonne), le 12 mars. (Milo)



Certains ouvriers travaillent face aux fours où le métal en fusion atteint les 1 500 degrés. (SB)



Andrés (à gauche) travaille aujourd'hui au «desk». L'explosion d'un four à l'époque où il était opérateur lui a laissé les mains marquées à vie. (SB)



Il est 15 heures. William, électricien de maintenance, pointe pour prendre son tour à Sidor, entreprise où l'on travaille en 3x8. Casque, masque anti-poussière, lunettes, casque antibruit, chaussures de sécurité, autant de protections qui semblent dérisoires au regard de la dureté du travail au sein de cette immense usine qui s'étend sur plus de 900 hectares et produit quatre millions de tonnes d'acier par an. «Après 20 ans ici, je ne m'y suis toujours pas habitué», confie William. José, après 25 ans de travail, le confirme: «J'arrive toujours au travail la peur au ventre».

Puerto Ordaz, où est située l'entreprise, est une ville où la température dépasse régulièrement 30 degrés mais, à Sidor, le thermomètre flirte plus généralement avec les 40. Il faut y ajouter le fracas assourdissant des machines et la poussière de métal en suspension qui s'infiltre dans les pores de la peau et scie les chairs à chaque mouvement. Armés de protections supplémentaires, certains ouvriers travaillent face aux fours où le métal en fusion atteint les 1500 degrés. Andrés, aujourd'hui technicien, en garde encore les séquelles sur ses mains brûlées par l'explosion d'un four.

DE PROFONDS CHANGEMENTS

Malgré la pénibilité du travail, ils sont nombreux à exprimer leur fierté d'appartenir à cette usine, surtout depuis que l'entreprise a été renationalisée. Une renationalisation arrachée après un an de haute lutte. Elle leur a apporté un certain nombre de bénéfices immédiats. «Avant, nous étions marginalisés, humiliés, sacrifiés par une multinationale qui nous volait notre vie, qui nous volait tout», commente José.

L'ancienne direction n'était préoccupée que par les questions de productivité, au détriment des hommes et des machines. Aujourd'hui, les salariés soulignent le changement profond d'ambiance ouvrant une large place au dialogue et permettant de prévenir les problèmes techniques ou les conflits humains avant qu'ils n'éclatent. Sirio, chef de bureau aux ressources humaines, précise qu'à l'époque «il y avait une grande rotation des effectifs. Actuellement, il existe une volonté d'adapter les postes à l'âge, l'expérience et les capacités de chaque

En mai 2008, après quinze mois de lutte des salariés, Hugo Chavez annonce la nationalisation de Sidor, la principale aciérie du pays, propriété du groupe argentin Techint. Un an après, retour sur les changements et les attentes des travailleurs.

REPORTAGE

De Caracas, **Fernando Esteban et Sébastien Brulez** (Fernando est membre du NPA, Sébastien est membre de la LCR belge. Tous deux vivent au Venezuela).



Giovanni, William, José et leurs camarades prennent leur tour. Même après des années à l'usine, il est difficile de s'habituer aux conditions extrêmes qui caractérisent le travail à la sidérurgie. (SB)

VENEZUELA
FE

SIDOR EN Q

1953 : Le gouvernement sous la dictature de la décision de constituer dans l'Etat de Bolivar Est alors créé le Bureau de la présidence de notamment le projet

1964 : Création de la Sidérurgie de l'Orénoque en charge la direction

1997 : Privatisation de Rafael Caldera et son Teodoro Petkoff. L'usine argentin Techint. Le est réduit de 15000

9 AVRIL 2008 : la nationalisation de parce que le groupe les conditions de travail négociation d'un nouveau Les travailleurs luttaient demandant l'amélioration leur niveau de retraite des 9000 salariés in

12 JUILLET 2008 : prend le contrôle de l'Orénoque (Sidor), de l'Orénoque Alfredo du dirigeant politique vénézuélien, mort e

2 MAI 2009 : officiellement Sidor

21 MAI 2009 : les travailleurs des usines du secteur br de l'acier passe ainsi l'Etat, des mines de



Sidor s'étend sur plus de 900 hectares et produit quatre millions de tonnes d'acier par an. (SB)

UJELA

face



QUELQUES DATES

...vement vénézuélien, alors Marco Pérez Jiménez, prend ...riuer une usine sidérurgique ...r (sud-est du pays). ...eau des études spéciales ...la République, a qui est confié ...t sidérurgique.

...de la société publique CVG ...oque C.A. (Sidor) qui prend ...on de l'usine.

...ion de Sidor par le président ...on ministre de la Planification, ...usine est vendue au groupe ...nombre de travailleurs en CDI ...à 5000.

2008: Hugo Chavez annonce ...de Sidor. La décision est prise ...Techint refusait d'améliorer ...avail des salariés lors de la ...nouveau contrat collectif. ...ient depuis plus d'un an en ...ration de leurs salaires, de ...ités, ainsi que l'intégration ...térinaires.

2008: Le gouvernement ...omplet de la Sidérurgie de ...qui devient «Sidérurgie ...do Maneiro», en l'honneur ...e communiste et rebelle ...n 1982.

...Le Venezuela rachète ...pour 1,97 milliard de dollars.

2009: Lors d'une rencontre avec ...entreprises de base, le président ...nationalisation des quatre ...riquetier. Le cycle de production ...entièrement sous contrôle de ...fer jusqu'à la sidérurgie.

travailleur». Depuis la nationalisation, «les entreprises sous-traitantes sont passées de 630 à environ 300. Beaucoup ne voulaient pas travailler avec l'Etat, d'autres n'ont pas voulu s'adapter au nouveau cahier des charges».

Les conditions de travail n'ont pas été les seules à évoluer. Les salaires ont également connu un changement significatif. Selon Sirio, un ouvrier débutant non qualifié touchait auparavant 800 bolivars (270 euros), soit le salaire minimum. Aujourd'hui, il gagne 2600 bolivars (870 euros). Un ouvrier exhibe fièrement sa fiche de paie qui affiche, après vingt ans d'ancienneté, un salaire de 5800 bolivars (1900 euros). La nationalisation prend d'un coup un aspect plus concret.

Les intérimaires ont pu, eux aussi, bénéficier de la nationalisation. Les nombreuses disparités qui existaient avant la nationalisation avec les salariés titulaires disparaissent progressivement, celle des salaires comme de nombreuses autres. Les intérimaires n'avaient, par exemple, pas accès aux réfectoires; ils devaient à manger à l'extérieur ou dans la saleté des ateliers. Il leur était également interdit d'utiliser les bus menant les travailleurs à l'usine, située à plusieurs kilomètres de la ville.

VERS LE CONTRÔLE OUVRIER

1300 intérimaires sont passés en CDI, portant le nombre de «sidéristes» à 6200. Toutefois, il existe des laissés-pour-compte. Giovanni, intérimaire travaillant à Sidor depuis 1996, en fait partie. Pour lui, «aucune étude sérieuse n'a été menée pour savoir qui devait être intégré. L'établissement des listes s'est fait de manière aléatoire». De fait, des intérimaires se sont vu refuser la titularisation malgré une ancienneté bien supérieure à d'autres.

Au-delà de ce problème, c'est bien le fait que la nouvelle direction, comme l'ancienne, prenne des décisions de manière unilatérale, qui est montré du doigt. César, contremaître, comprend bien que cette première année soit une année de transition, mais il veut que la nouvelle direction laisse de l'espace aux ouvriers pour le contrôle de l'usine.

Contrôle ouvrier, le mot est lâché. Beaucoup en parlent sans en avoir toujours une définition précise. Tous sont toutefois d'accord pour dire, qu'après la nationalisation, il est important que les travailleurs prennent ce contrôle de leur usine. Pour William, les premières tables rondes entre les travailleurs de Sidor et les ministres du Travail et de la Planification sont essentielles. Elles marquent l'importance de l'écoute du gouvernement. «Elles doivent permettre de réfléchir à une production de l'acier non pas à l'échelle de la seule Sidor mais bien à l'échelle de la région. La production devrait passer de 4 à 15 millions de tonnes par an, en concertation avec les ouvriers qui décident combien et comment produire», indique William.

César note que les ouvriers ne doivent pas simplement appliquer un plan de production, décidé par la direction ou l'Etat, mais participer

à son élaboration. «Même le budget doit faire l'objet d'un vote en assemblée ouvrière» argue-t-il, avant de préciser: «Quelles machines doit-on acheter? Lesquelles doit-on réparer? Tous les budgets, tous les comptes doivent être transparents pour permettre à chacun de participer à la conduite de son usine.» José veut «savoir combien est dépensé, combien est investi, de combien sont les bénéficiaires». Et ceux qui pensent que les ouvriers ne sont pas prêts à assumer le contrôle de leur usine sont les mêmes, rappelle-t-il, qui ne croyaient pas possible une nouvelle nationalisation.

UN EXEMPLE POUR LES AUTRES ENTREPRISES

Les derniers événements vont dans son sens. Le 21 mai, Hugo Chavez, lors d'une rencontre avec les travailleurs de Ciudad Guayana, a annoncé de nouvelles nationalisations et évoqué la question du contrôle ouvrier.

Lors de cette rencontre, Hugo Chavez a mentionné la possibilité pour les ouvriers d'élire leur propre direction, en concertation avec lui. «Je suis d'accord pour qu'on commence à élaborer une loi afin de réguler cela. Je suis prêt à ce que, ensemble, avec votre participation et celle du Président de la République, nous choisissons le gérant de l'entreprise» a-t-il annoncé en précisant qu'il s'agit maintenant de «dessiner de nouveaux modèles afin de commencer la transition».

Un autre pas important a été franchi par la nationalisation des quatre entreprises du secteur briquetier (produisant et exportant des briquettes de minerai de fer), ainsi que de deux usines complémentaires. Parmi ces briqueteries, l'entreprise Matesi que Techint avait achetée en 2004. Au moment de la nationalisation de Sidor, les travailleurs de Matesi discutaient d'une convention collective. Trois mois après son approbation, l'entreprise rompit son engagement et réduisit les salaires de 45%. «Cette attaque sur les salaires a agi comme un détonateur», commente Daniel Rodríguez, secrétaire général du syndicat de Matesi. Pour lui, l'exemple de Sidor est essentiel pour la lutte engagée par les entreprises voisines.

Quand le président Chavez parle d'un choix de direction partagé avec les ouvriers, Daniel acquiesce. Toutefois il précise «qu'avant de chercher à l'extérieur de l'entreprise des personnes sans doute compétentes mais ne connaissant pas les problématiques de l'usine, il peut être judicieux de voir les talents qui pourraient émerger en interne». Les travailleurs sont sans doute les mieux placés pour les connaître.

La nationalisation de Sidor a joué un rôle important dans la mobilisation des travailleurs des briqueteries. «Sidor est pour nous une expérience à prendre en compte. C'est loin d'être facile parce qu'il s'agit de changer une structure capitaliste et d'aller vers un système socialiste», ajoute-t-il. Daniel, William et leurs camarades ont parfois du mal à voir ce que pourrait être un système socialiste. Ils sont cependant sûrs d'une chose: avec la nationalisation de Sidor, la situation offre d'autres perspectives et, pour une fois, ils font partie des principaux acteurs.

SABOTAGE

Dans la nuit du 7 au 8 juin, un incendie s'est produit, à Midrex II, la principale zone de transformation du minerai de fer brut en billes et plaquettes, au cœur de Sidor. Sa destruction pourrait se traduire par une baisse de 50% de la production. Les premières investigations de la police ne négligent aucune possibilité, y compris celle d'un sabotage volontaire.

Pour les membres d'Alianza Sindical, proche de Marea Socialista, les auteurs de l'incendie ne font aucun doute. Il s'agit, pour eux, de l'opposition interne à l'usine, qui cherche à retarder par tous les moyens les processus de prise de contrôle de l'usine par les ouvriers, comme elle s'était opposée, il y a un an, à sa nationalisation.

Selon Luis Jiménez, membre d'Alianza Sindical, l'opposition «veut utiliser ces actions pour générer des conflits dans l'usine mais nous allons demander aux travailleurs d'être vigilants à toute tentative de menace sur la production et le processus historique que vit Sidor».



PORTUGAL

SUITE DE LA PAGE 1

La guerre a été déclarée aux enseignants du primaire et du secondaire, ce qui a entraîné des manifestations gigantesques (environ deux tiers des enseignants sont descendus dans la rue, à deux reprises).

La crise globale du capitalisme se fait sentir de façon très dure dans un pays dont le modèle reposait sur les bas salaires et où le salaire minimum n'est actuellement que de 450 euros. Le chômage (600 000 chômeurs pour un pays de seulement dix millions d'habitants) et la précarité vont croissants. Il y a plus de deux millions de pauvres dont un tiers travaille avec des salaires si faibles qu'ils n'arrivent pas à dépasser le seuil de pauvreté. La crise a aussi montré comment le PS se précipite pour sauver les banques et empêcher leur faillite tout en refusant de prendre des mesures de soutien aux chômeurs ou d'augmenter les pensions misérables de la plupart des retraités.

La campagne électorale s'est déroulée avec, pour toile de fond, la gigantesque fraude de la banque privée d'affaires BPN qui équivalait à environ 2% du PIB, et pèse donc neuf fois plus dans l'économie portugaise que celle de Madoff dans l'économie américaine. Des personnalités importantes du parti de droite PSD sont liées à cette fraude. Le gouvernement du PS a «nationalisé» cette banque, ce qui a creusé un trou financier de deux milliards d'euros que les travailleurs portugais sont en train de payer.

Le résultat du Bloc de gauche est dû à son opposition active aux mesures du gouvernement PS, à sa capacité à le confronter au Parlement avec des propositions qu'il a fait largement connaître grâce à son contact permanent avec les travailleurs. En 2006, le Bloc de gauche a organisé une marche pour l'emploi qui a duré trois semaines et, en 2008, une marche contre la précarité.

La campagne pour les élections européennes s'est déroulée sous le signe de la crise. Il s'agissait de faire comprendre aux travailleurs que les problèmes nationaux et ceux de l'Europe sont les mêmes parce que le modèle économique et financier est le même. Un des slogans a été « Qui nous a mis dans la crise ne pourra jamais nous en sortir ». La campagne a été très active. Les trois élus avec le porte-parole du Bloc de gauche, Francisco Louça, d'autres dirigeants et députés ont parcouru tous le pays, en contact direct avec ceux qui sont plus touchés par la crise. Au niveau local, d'autres candidats et dirigeants ont aussi fait une campagne active.

Les élections européennes se sont déroulées dans un contexte particulier au Portugal car les élections législatives auront lieu en septembre et les élections municipales en octobre. Les votes obtenus pour le Bloc de gauche, le 7 juin, expriment la montée du refus des politiques des partis du centre et la confiance dans l'alternative que le Bloc de gauche représente. Le programme alternatif que le Bloc de gauche est en train de construire est aussi le résultat d'une discussion ouverte sur notre site Internet.

La campagne pour les élections législatives a déjà commencé. Au lendemain des élections européennes, le Bloc de gauche collait une affiche dans tout le pays disant : «200 000 sans allocation chômage : ceux qui ont perdu l'emploi ne peuvent pas se passer de soutien».

Alda Sousa



Beyrouth, le 10 janvier. Des militants du Parti communiste libanais manifestent devant l'ambassade d'Egypte contre l'attaque de Gaza. (REUTERS/ SHARIF KARIM)

LIBAN L'IMPASSE CONFESSIONNELLE

Les élections législatives du 7 juin au Liban ont été organisées selon une loi non démocratique qui a renforcé les clivages confessionnels.

A l'issue des élections législatives, la société libanaise se retrouve plus divisée et repliée sur ses appartenances confessionnelles que jamais. En négociant le retour à une loi électorale datant de 1960 et basée sur le vote confessionnel, les dirigeants politiques libanais ne pouvaient ignorer les conséquences de leur choix. Sur les 128 sièges à pourvoir, plus d'une centaine était déjà automatiquement acquis par le seul rapport de forces numérique entre communautés. La plupart des députés ont été, de fait, nommés et non élus. Pour les quelques circonscriptions aux résultats incertains, on n'a pas hésité à mettre à la disposition de plus de 100 000 émigrés libanais des billets d'avion gratuits afin qu'ils viennent voter. C'est donc la Coalition du 14 mars¹, soutenue par les Etats-Unis, l'Arabie saoudite

et la Communauté européenne, qui l'a emporté avec 71 sièges, soit une majorité de 14 sur la Coalition du 8 mars², soutenue par l'Iran et la Syrie. Seule force politique s'opposant au communautarisme, le Parti communiste libanais (PCL) avait décidé de faire campagne seul, n'ayant pas trouvé de partenaire s'opposant aux faux choix proposés par les deux coalitions majoritaires. Ses cinq candidats ont défendu le rejet de la loi électorale de 1960, vestige post-colonial, la mise en place d'un scrutin à la proportionnelle et la suppression du confessionnalisme. Ils demandent l'application des accords de Taëf, conclus à l'issue de la guerre civile, en 1990, qui incluaient une profonde réforme sociale. Ils se placent en rupture avec les choix gouvernementaux néolibéraux décidés lors des trois «conférences de Paris» où les bailleurs de fonds occi-

dentaux ont conditionné leur soutien financier à la privatisation des services publics. Le PCL est la seule force politique du Liban à avoir combattu cette mise sous tutelle économique. Ses militants essaient de mettre en place un front de résistance national déconfessionnalisé contre toute attaque impérialiste. Avec 1% des voix et aucun élu, les militants du PCL s'interrogent aujourd'hui sur la pertinence de leur participation à cette mascarade électorale, boycottée par la fraction progressiste et laïque la plus consciente de l'électorat. Le NPA entretient des relations fraternelles avec le PCL et son organisation de jeunesse, l'Union des jeunes pour la démocratie au Liban. Nous avons

reçu récemment l'une de ses dirigeantes, Farah Ibrahim. Des projets communs ont été évoqués et nous allons travailler à l'approfondissement des liens entre nos organisations.

Alain Pojolat

1. La coalition du 14 mars regroupe principalement le Courant du futur (droite sunnite), les Forces libanaises (droite chrétienne) et le Parti socialiste progressiste (minorité druze).
2. La coalition du 8 mars est composée du Hezbollah (chiite), Amal (chiite) et du Courant patriotique libre de Michel Aoun (droite chrétienne maronite).



et aussi

ÉTATS-UNIS. A l'automne, les banques américaines étaient à l'agonie. Au point que l'Etat fédéral avait dû injecter près de 200 milliards de dollars dans 600 banques. Et voilà que dix d'entre elles – les plus importantes – décident de rembourser les 68 milliards de dollars dont elles avaient bénéficié. Pourquoi tiennent-elles à rembourser? Elles souhaitent retrouver leur entière liberté, loin de la tutelle de l'Etat, même si cette «tutelle» est tout à fait supportable. En fait, les banques américaines veulent surtout pouvoir remettre en place le plus vite possible les extravagants systèmes de rémunération de leurs dirigeants et de leurs «traders», sans avoir de comptes à rendre à quiconque. Comment peuvent-elles rembourser? Mais parce qu'elles font d'énormes profits! Avec la baisse des taux d'intérêts, elles empruntent à moins de 1% et prêtent à 4 ou 5% : le capitalisme, c'est bête comme chou!

IRAN. L'annonce de l'élection du président sortant, Mahmoud Ahmadinejad, dès le premier tour et avec un score invraisemblable, a mis le feu aux poudres. En tentant un véritable coup d'Etat destiné à écarter du pouvoir les factions dites «réformatrices», proches des anciens présidents Khatami et Rafsandjani, Ahmadinejad a ouvert une crise au sommet du régime. Une crise dont personne ne connaît l'issue. Et ce n'est pas l'accord de principe donné par le Guide suprême, Ali Khamenei, pour un recomptage partiel des voix, qui apaisera la colère de la population, qui s'oppose plus à Ahmadinejad qu'elle ne soutient Moussavi. Les manifestations se sont étendues à tout le pays. A Téhéran, la grande manifestation interdite du lundi 15 juin, à laquelle ont participé les opposants Moussavi et Karroubi s'est terminée par des affrontements entre les miliciens et les jeunes. Le bilan officiel (sept morts) est, selon de nombreux témoignages, largement sous-estimé. La répression et la violence des partisans d'Ahmadinejad, décidés à garder le pouvoir, font craindre le pire. Mais la jeunesse étudiante, les femmes et, au-delà, tous celles et ceux qui résistent courageusement en Iran, sont décidés à s'engouffrer dans cette brèche ouverte au sein du régime dictatorial. Ils ont besoin de notre solidarité!

MEXIQUE. Les travailleurs de l'usine Tradoc, coopérative ouvrière de l'ancienne usine de pneus Euzkadi (filiale de Continental), à Jalisco (Mexique), ont organisé récemment au sein de leur usine une réunion d'information sur la lutte des Conti de Clairoux (Oise). Après une grève de plus de trois ans, les salariés avaient obtenu la reprise de leur outil de travail. Ils sont également en lien avec les salariés de General Tire (également filiale de Continental), dont l'usine est menacée de 120 licenciements (sur 650 salariés). Ils avaient envoyé une petite délégation de l'usine de San Lui Potosi, lors de la manifestation organisée au siège de Continental à Hanovre. De même, ils ont manifesté, le 10 juin dernier, à Mexico, avec des salariés de Goodyear. Le patronat organise la mise en concurrence à l'échelle mondiale des salariés, faisant planer régulièrement la menace de délocalisations sur les uns et les autres, jusqu'aux travailleurs mexicains, pourtant l'une des mains-d'œuvre «meilleur marché». Face à cela, nous devons opposer la solidarité entre les travailleurs du monde entier.



CINÉMA
LES BEAUX GOSSÉS/Riad Sattouf

Les beaux gosses : dès la séquence d'ouverture, on a compris l'ironie. Kamel et Hervé, deux potes, en troisième dans un petit collège de province, aujourd'hui, mais ça aurait pu être hier. En reprenant leurs mots, ils passent, auprès des gens en vue du bahut, pour « des nases ». C'est une tranche de leur vie que l'on suit ici, entre mésaventures amoureuses, vie de classe et rapports familiaux. A regarder, c'est un plaisir. Un portrait drôle de sincérité et touchant de réalisme de la vie normale d'adolescents ordinaires. Si l'inégalité sociale est montrée, elle n'est volontairement pas exploitée, au contraire même plutôt estompée, simplement parce que ce n'est pas le propos ici. Ce qui ressort, c'est l'humain, le rapport aux autres, aux stéréotypes et aux préjugés exacerbés de ce passage difficile à l'âge adulte. On aimera d'autant plus que, le plus souvent, on s'y reconnaîtra.
Aurélien Smirhoff



CINÉMA
CORALINE/Henry Selick

C'est l'histoire de deux mondes et des tergiversations d'une petite fille entre les deux. D'un côté, le monde gris et réel, celui des parents trop occupés pour la voir et des interdits permanents. De l'autre, une petite porte de l'appartement, le monde coloré des câlins et des friandises, ou l'Autre mère est aux petits soins. Une sorte de publicité de la vie parfaite. Bien entendu, Coraline est irrémédiablement attirée vers les sirènes de l'amusement et de la vie facile, avant de découvrir le prix à payer et l'ampleur du piège caché derrière cette parodie de monde idéal. C'est sans doute aller un peu loin, mais c'est une métaphore moqueuse de la publicité et du mirage de la consommation, derrière l'allure de conte pour enfants d'un film à l'esthétique gothique, proche de l'univers de Tim Burton. Logique, le réalisateur est celui de *L'Étrange Noël de Monsieur Jack*.
A. S.



MUSIQUES
TROUBADOUR/K'naan/AM RECORDS

« Un pistolet, ça fait bien peu de bruit par rapport à un AK 47. » Voici comment le rappeur d'origine somalienne K'naan raconte son arrivée à Harlem, après que sa famille a fui la guerre civile, ses milices islamistes et ses enfants-soldats. Depuis, il a découvert, aux Etats-Unis puis à Toronto, la puissance du hip-hop pour raconter son vécu, retissant puissamment le lien avec la poésie orale de son pays (dont son grand-père était déjà un acteur reconnu). Ce second album confirme son talent de griot urbain international, déclamant les drames de son Afrique ou sa perception du monde occidental, comme sur *America*, où il répond en somalien à Mos Def. Il s'est appuyé sur des échantillons de sons émanant de groove éthiopiens. Avec une tonalité reggae très prononcée, ce disque promet une musique engagée et intimiste face au drame sans fin des pays oubliés.
King Martov



BD
LES NUITS ASSASSINES/Byun Ki-Hyun et J-M Goum/CASTERMAN/17 EUROS

Un polar dessiné par un Coréen, dont le scénario est écrit par un Français, et qui se passe dans les Alpes autrichiennes : voici un métissage original et intéressant. Le tout donne une histoire réussie, aux dessins proches du style manga, autour d'une série de mystérieux décès dans une famille. Axel, un jeune homme, est le premier à mourir, et tous les soupçons se portent sur sa veuve, détestée par sa belle-famille, car son père a été accusé d'avoir renversé par accident le père de son époux. Entre polar et fantastique, puisqu'il est question de malédiction et de fantôme, l'album vaut aussi pour la description d'une belle famille, entre jalousies, rancœurs et intégrisme chrétien. Une histoire haletante.
Sylvain Pattieu



learlagny.blog4ever.com

Lagny-le-Sec (Oise), le 6 avril. Les salariés de Lear (production de sièges pour les Citroën C2 et C3) se mettent en grève contre la fermeture de leur usine et un « reclassement » à Cergy (à 70 kilomètres de là). Toutes les photos, les vidéos et les récits de cette grève sont sur ce blog.

www.jeuxaider.com/

Envie d'aider et de se rendre utile durant les vacances ou tout au long de l'année? Le site jeuxaider.com a été fondé par des professionnelles de la communication pour informer et fabriquer un pont de communication entre les associations et le grand public via Internet. Ce site se veut un outil pratique qui permette de s'informer et d'agir en quelques clics, destiné à faciliter toutes les démarches en faveur de l'entraide.

www.france-palestine.org

L'Association France-Palestine solidarité (AFPS) a pour vocation le soutien au peuple palestinien, et elle agit pour une paix réelle et durable fondée sur l'application du droit international en lien avec le peuple palestinien et ses représentants légitimes. L'AFPS est un rassemblement de personnes physiques attachées au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et à la défense des droits humains.

« HOME » LE BUZZ DU CAPITALISME VERT

Le film « Home », de Yann Arthus Bertrand, visionné par des millions de personnes, a le mérite de sensibiliser à certains problèmes environnementaux. Mais, financé par de grands groupes capitalistes, il ne remet en rien en cause le système. Quitte à faire l'impasse sur les OGM et le nucléaire.

Yann Arthus Bertrand (YAB), aidé de Luc Besson, a réussi un des plus gros buzz au monde : *Home* a été diffusé en prime time dans 80 pays, projeté en plein air à Paris et à Londres, mis en ligne sur YouTube et sorti en DVD. Ce n'est ni un film ni un documentaire. C'est une plongée dans les photos de *La Terre vue du ciel!* D'un point de vue esthétique, *Home* est une merveille. Des plans splendides, des couleurs incroyables... Même les pires endroits du monde deviennent beaux à travers les yeux de YAB : les décharges dans lesquelles se déplacent des enfants, les usines de sites pétrochimiques... Un hommage réussi à notre belle planète Terre. D'un point de vue politique, *Home* est un événement. Tout le monde n'a parlé que de cela durant quelques jours, occultant les élections européennes, selon certains, ou favorisant la liste Europe écologie pour d'autres... Après les films américains *Une vérité qui dérange*, d'Al Gore, et *La Onzième Heure*, de Leonardo Di Caprio, enfin un film « européen » pour sensibiliser la population aux questions environnementales. Et pas n'importe quel film! YAB nous convainc (si nous ne l'étions pas déjà) avec dextérité de l'urgence écologique à laquelle nous sommes confrontés. Le message de *Home* est le suivant : notre belle Terre, qui a mis plusieurs millions d'années à construire un équilibre fragile est en train d'être détruite à vitesse grand V par la bêtise humaine sans limite, qui consomme jusqu'au bout chacune de ses précieuses ressources. *Home* pose tout de même problème : d'emblée, dans le générique, on voit défiler les noms des financeurs du film – de grands groupes et des entreprises de luxe –, qui s'assemblent comme par magie pour former les lettres du nom « Home ». Mais ces mêmes « sponsors » épuisent les ressources, polluent, rejettent du CO₂, exploitent les salariés à travers le monde, etc.! Une opération de marketing pour leur bonne conscience? Une nouvelle forme d'investissement? Une fois le constat de destruction de la Terre démontré, le film nous incite à la réaction : à nous d'agir pour sauver la planète! Bonne idée... mais comment? Et là, YAB reste muet. Certes, quelques éoliennes et des panneaux solaires de ci, de là. Mais cela ne suffit pas à sauver les ours polaires, les enfants qui vi-

vent dans les détrit, les femmes et les hommes qui meurent faute d'eau potable, etc. Enfin, deux sujets majeurs sont occultés dans ce documentaire : les OGM et le nucléaire. Récemment, YAB a concédé qu'« il y aura des accidents nucléaires un jour ou l'autre, il faut le savoir. » Avant d'ajouter, sans s'appesantir sur la contradiction : « On a besoin du nucléaire! » D'où l'absence de plan sur les centrales. Dans tous les cas, maintenant, c'est à nous de proposer des solutions écologistes et anti-capitalistes.
Florie Neuvert



Ce que l'affiche de *Home* n'aurait jamais pu être. (DR)



**LA DIVERSITÉ
CONTRE L'ÉGALITÉ
WALTER BENN MICHAELS
RAISONS D'AGIR
7 EUROS**



STIMULANT mais un peu unilatéral dans son propos, ce texte vient des Etats-Unis. Il se revendique d'une perspective de gauche antilibérale nette. Son intérêt est de brosser une critique percutante du concept de «diversité», et des effets des politiques de discrimination positive, venus d'outre-Atlantique. D'emblée, il prend le parti de s'adresser à la gauche française, imprégnée d'une culture de l'égalité, mais appelée à suivre le système américain des politiques de diversité, sous l'égide de Sarkozy, et dans le sillage supposé de Barack Obama. Or, il s'avère qu'au moment même où les politiques de «discrimination positive» sont légalisées aux Etats-Unis à la fin des années 1970, l'accroissement des inégalités grimpe fortement, sous l'effet du libéralisme. Pire, à bien y regarder, «la conception de la justice sociale, qui sous-tend le combat pour la diversité, repose elle-même sur une conception néolibérale», la diversité magnifiée devenant en réalité «une méthode de gestion de l'inégalité». En France, le quotidien *Les Echos* en vient à parler de la diversité comme d'un «impératif économique», et la question sociale tend à devenir non pas un problème d'inégalité économique, mais un problème culturel, comme les origines, la couleur de peau, etc. Le social et le culturel, l'origine ou les pratiques religieuses deviennent autant de questions simplement différentielles, dont il faudrait respecter les proportions pour renvoyer une image «juste» de la société, remplaçant la conception historique de la justice. Cette approche est ensuite déclinée sur la question raciale, la pauvreté, la place des femmes, etc. Il conclut que la question des classes se transforme en question de culture, dont il y aurait donc tout lieu d'être aussi fier que son «origine», ce qui permet d'effacer commodément les effets concrets de la domination capitaliste. Si son appel à la vigilance est salutaire, il manque peut-être une étude de l'imbrication des formes de domination.

Dominique Mezzi

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL. : 01 49 28 52 44 FAX : 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

FRANÇAUFRIQUE LEUR CHER AMI BONGO

Le dictateur gabonais, Omar Bongo, décédé le 8 juin après 42 années passées au pouvoir, incarnait de façon exemplaire le système néocolonial français établi en Afrique.



Le Gabon est une des pays les plus pauvres de la planète alors qu'il aurait les moyens de faire vivre dans la prospérité toute sa population, possédant de fortes richesses pétrolières et des minerais comme le manganèse, l'uranium et le fer. Mais son économie est marquée par l'accaparement de la rente pétrolière, par le pouvoir néocolonial français et par une oligarchie au pouvoir, partiellement redistribuée aux partisans «loyaux» à travers des réseaux clientélistes.

POMPAGE ET REDISTRIBUTION

Des amis français, Omar Bongo en comptait beaucoup car c'est vers l'Hexagone que partent les richesses pillées au Gabon. Une partie se retrouve sur les comptes bancaires ou le parc immobilier détenus par le clan présidentiel sur le sol français. Mais la plus grosse part du gâteau a toujours été mangée par des «intérêts français»,

comme ceux du groupe pétrolier Elf (aujourd'hui devenu une partie du groupe Total) ou ceux du groupe Bolloré investi dans les transports. Le groupe pétrolier français a toujours pu sous-facturer le pétrole pompé au Gabon. Le clan au pouvoir laisse faire car ses membres en profitent personnellement. Les énormes sommes qui correspondent à la différence entre les profits réels de la production pétrolière, les comptes officiels publiés en France et les comptes-rendus aux Etats pétroliers d'Afrique, sont parquées sur des comptes bancaires, en partie situés dans des paradis fiscaux. Ces comptes alimentent des membres de l'oligarchie gabonaise mais aussi des «intérêts français». Dans le cas du Gabon, il aurait servi à financer, entre autres, de nombreuses campagnes électorales et plusieurs partis politiques, en France. L'ancien RPR, le Parti socialiste à l'époque mitterrandienne, mais aussi le Front national ont été abreuvés de cette soupe. Dès l'indépendance, en 1960, des accords extrêmement avantageux pour la France furent signés avec l'ancienne puissance coloniale, lui offrant la garantie d'un accès privilégié à toutes les richesses naturelles et une entière liberté de mouvement pour son armée. Le Gabon n'avait aucune souveraineté réelle et l'indépendance formelle ne signifiait que le maintien d'une tutelle coloniale sous d'autres formes. Lorsque, le 17 février 1964, l'armée tenta de renverser le président Léon Mba, pour permettre au pays de prendre un peu plus d'autonomie, l'armée française intervint et mata la rébellion. Foccart, l'homme fort des opérations secrètes en Afrique, choisira Bongo comme son successeur, dès 1965.

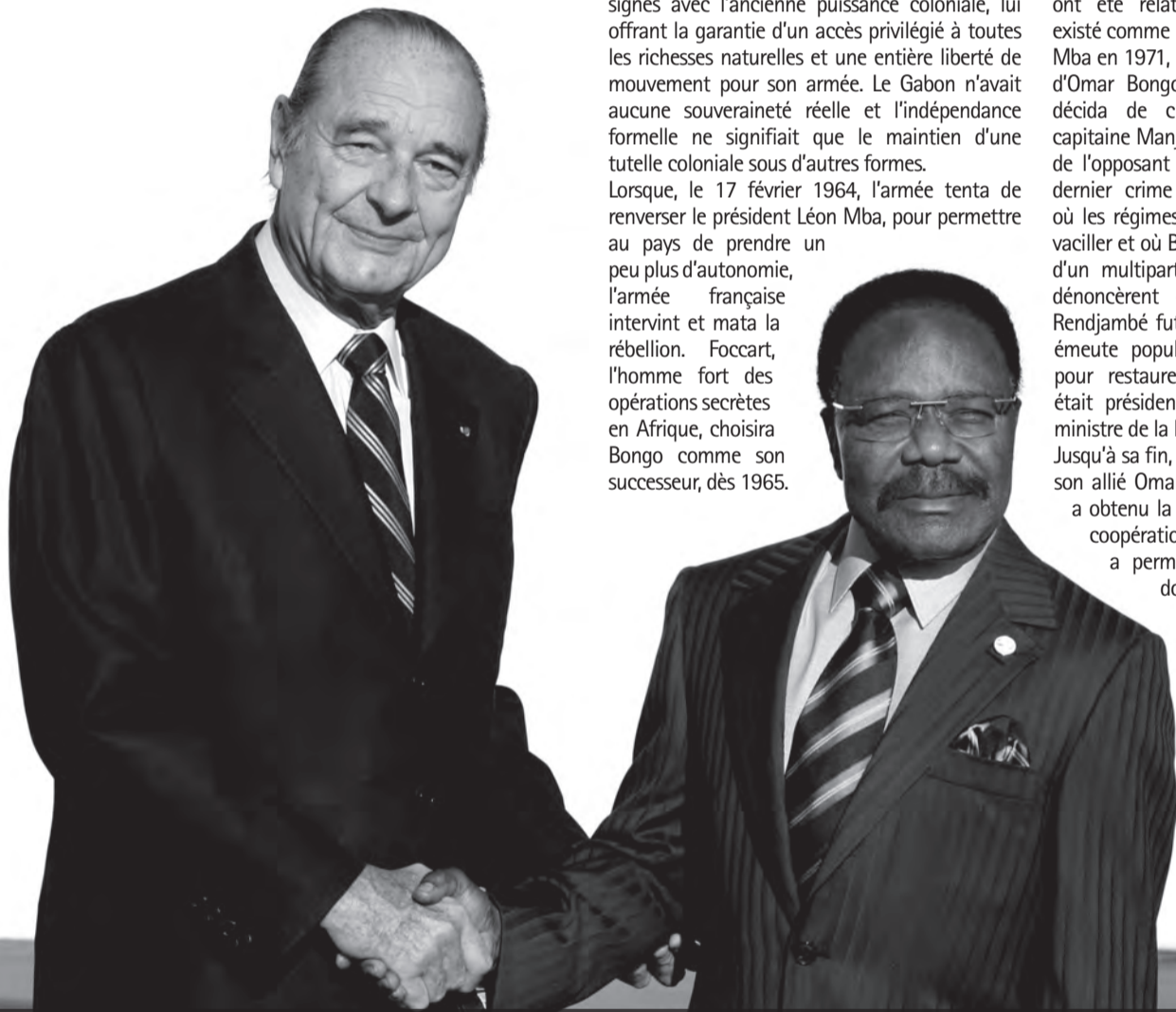
Au début, le pouvoir de Bongo était surtout fondé sur le soutien français, les services policiers et la garde présidentielle, troupe d'élite formée essentiellement avec des ressortissants d'autres pays africains puisque le président se méfiait de l'armée gabonaise. Créé en mars 1968, le «Parti démocratique gabonais» allait devenir le parti unique du pays.

SOUTIENS FIDÈLES AU DICTATEUR

Avec le «choc pétrolier» de 1973, le régime a disposé de moyens financiers pour acheter une certaine paix sociale, à travers des vastes réseaux clientélistes, basés sur des loyautés «ethniques». Il soignait son image paternaliste de «bon dirigeant» que les groupes locaux pouvaient toujours appeler directement, en cas de besoin, au-dessus des têtes de leurs dirigeants locaux. La dictature s'est surtout maintenue, à travers les décennies, par ces techniques de saupoudrage, touchant aussi certains opposants cédant individuellement aux sirènes du pouvoir. Les crimes politiques ont été relativement rares, même s'ils ont existé comme l'assassinat de l'opposant Germain Mba en 1971, l'assassinat de l'amant de l'épouse d'Omar Bongo, en 1979 (la justice française décida de classer l'affaire), l'exécution du capitaine Manja Ngokouta, en 1985, l'assassinat de l'opposant Joseph Rendjambé, en 1990. Ce dernier crime politique eut lieu au moment où les régimes à parti unique commençaient à vaciller et où Bongo avait annoncé l'instauration d'un multipartisme de façade. Des opposants dénoncèrent cette mascarade et l'opposant Rendjambé fut assassiné, ce qui déclencha une émeute populaire. L'armée française intervint pour restaurer l'«ordre». François Mitterrand était président, Jean-Pierre Chevènement son ministre de la Défense.

Jusqu'à sa fin, la France aura protégé fidèlement son allié Omar Bongo. A deux reprises, celui-ci a obtenu la mise à l'écart d'un ministre de la coopération qui le dérangeait trop. Bongo a permis à la France de maintenir sa domination sur la Gabon, dont le territoire a servi de plaque tournante pour maintes opérations (guerre du Biafra, au Nigeria, coup d'Etat au Bénin, relations commerciales avec l'apartheid sud-africain). Certains veulent nous faire croire que la Françafrique serait définitivement enterrée avec le vieil Omar Bongo. Nous n'y croyons pas. Le néocolonialisme poursuit son œuvre destructrice.

Bertold du Ryon



Cannes, le 15 février 2007. Omar Bongo, une longue amitié avec tous les présidents français, de De Gaulle à Sarkozy.

(REUTERS)

boîte à lettres



Pour nous écrire, pour prendre contact: redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

LA HONTE DE LA RÉPUBLIQUE (M. O., HAUTE-LOIRE): Regardez leur nouvelle prison de Lyon-Corbas, qu'ils viennent d'inaugurer et de remplir : elle contient 1 025 lits, alors qu'elle a normalement 660 places... L'administration pénitentiaire est déjà en train d'anticiper la surcharge à venir (dont 60 places pour les femmes). Un surveillant doit gérer jusqu'à 120 détenus : il les mène à la douche, les envoie au parloir ou à leurs activités. C'est à lui qu'un détenu s'adresse quand il ne va pas bien ; quand il veut voir l'assistance sociale (AS), le surveillant le signale, mais l'AS ne peut jamais venir tout de suite, car elle gère 150 dossiers. Les surveillants doivent assurer un suivi de la population carcérale, donner un avis sur le comportement des détenus. Il faudrait du personnel supplémentaire, cela s'ajoute à leur travail. Des quartiers spécifiques pour les arrivants ont été mis en place, mais il n'y a pas de personnel formé pour cette mission. Plus il y a de monde dans un établissement, plus les mouvements sont compliqués et difficiles. «Avoir la charge d'un nombre aussi important de détenus devient un casse-tête pour les surveillants»,

souligne le contrôleur général des lieux de privation de liberté (nouvelle autorité indépendante). Il parle également de «la sécurité, cet ogre insatiable qui dévore les droits des détenus». Actuellement, la grande majorité des établissements pénitentiaires sont surchargés et vétustes. Le personnel pénitentiaire ne peut plus gérer les problèmes humains liés à l'incarcération, on gère la détention à la va-vite, d'où le taux de suicides très élevé en France (56 suicides de détenus et dix environ de surveillants à ce jour). Plus on broie les gens en détention, plus ils ont des chances de recommencer après. Si on veut de la sécurité, il faut surtout que les gens soient traités de façon plus humaine, car si les détenus sont traités de façon inhumaine, ils ne se comporteront pas comme des humains à la sortie. On ne sort jamais indemne d'un séjour en prison, si bref soit-il. C'est un système où les conditions de vie sont insupportables. Par ailleurs, la construction de nouvelles prisons en partenariat public-privé (PPP) a été attribuée à la société Norpac (groupe

Bouygues). Le groupe Bouygues avait déjà remporté, en 2006, un contrat avec sa filiale, Quille, associée au groupe Synthèse et architecture. L'Etat et le ministère de la Justice confient au groupe Bouygues, associé à GFC Construction, DV Construction, GTB Construction, Quille, Pertuy Construction, Exprimm, Dexia crédit local, Seief et Royal Bank of Scotland, la construction de trois établissements pénitentiaires à partir de 2010. Ces réalisations en PPP représentent 13 200 places et un coût d'environ 1,4 milliard d'euros. Première en France dans le domaine de la Justice, le contrat de partenariat confie aux partenaires privés la quasi-totalité des services à la personne : restauration, hôtellerie, cantine, travail pénitentiaire, formation professionnelle, transport et accueil des familles.



UNIVERSITÉ D'ÉTÉ CIEL BLEU, SOLEIL, MER ET ANTICAPITALISME

Premier grand rendez-vous depuis le congrès de fondation du parti, la première université d'été du NPA va permettre de prendre du recul sur une année riche en luttes et de discuter, dans une atmosphère détendue, des perspectives politiques.

Un monde en crise s'in- vite durant ces quatre journées, se déroulant à Port-Leucate (Aude), du dimanche 23 au mercredi 26 août. Le capitalisme s'enfon- ce dans une crise profonde et historique, qui ne se réduit ni à sa seule dimension financière, ni à l'échec de la régulation libérale, mais bel et bien à la faillite de ce système. A travers une quinzaine d'ateliers de formation et de débats, nous comprendrons comment s'est développée la crise financière de ces derniers mois, mais nous réfléchirons aussi aux dimensions sociale, écologique, alimentaire des crises capital- listes. Dans ce cycle préparé par les commissions nationales du NPA, il s'agira enfin d'avancer des éléments de réponse: quel programme pour que les sala- riés et la population ne fassent pas les frais de cette crise? Quel socialisme du XXI^e siècle peut-on construire?

Justement, parlons-en, du pro- gramme. Au-delà du thème de la crise, celui de cette première université d'été permettra à chacun de choisir en fonction de ses goûts et de ses envies. 72 séances durant ces quatre journées! Alors (dans le désordre et avec de nombreux oublis), ris- quons-nous à un petit inventaire à la Prévert. Des invités inter- nationaux, dont des camarades pakistanais et palestiniens; un cycle sur les Antilles et les «DOM TOM», avec la participation des animateurs et animatrices des grandes mobilisations de Martinique, Guadeloupe et de la Réunion; des formations sur l'histoire du mouvement ouvrier avant Marx et les grandes ré- volutions en France; des débats (très) animés par les commissions nationales du parti, pour les droits des femmes et des LGBTI, sur notre intervention politique dans les entreprises et les ser- vices publics, sur les luttes de ces derniers mois dans la jeunesse, etc.; un grand cycle impulsé par la société Louise Michel, avec de nombreux invités (sociologues, scientifiques, écrivains...); des soirées animées autour de ren- contres avec invités, projections et musique...

Et si tout cela ne vous a pas convaincus de sacrifier quelques jours de vacances, fin août, sa-

chez enfin que nous ne serons qu'à quelques dizaines de mètres de la plage (ouverte ma- tin, midi et soir), qu'à quelques mètres de notre discothèque (où tous les goûts sont permis) et qu'à quelques centimètres du bar (un lieu de convivialité très fréquenté en soirée...). Non décidément, il ne reste plus qu'une chose à faire: penser à s'inscrire sans attendre!

La commission npa31.org «Université d'été» du NPA

**FORMULAIRE D'INSCRIPTION
TÉLÉCHARGEABLE SUR LE SITE NATIONAL
NPA2009.ORG**



Port-Leucate, le 23 août 2008. La dernière université d'été de la LCR était déjà largement consacrée au NPA. (MARC)

et aussi

CANTONALES À MANTES-LA-JOLIE. Le NPA Val-de-Seine soutient la candidature de rassemblement à gauche du PS, avec Joël Jegouzo et Nathalie Coste, pour les élections cantonales de Mantes-la-Jolie, le 21 juin. Cette candidature de rassemblement n'est pas le fruit du ha- sard: depuis plusieurs mois, parmi les organisations partie prenante de cette campagne, nombreuses sont celles qui ont été à l'initiative d'un front de riposte local à la crise du capitalisme. Depuis l'appel «Ce n'est pas à nous de payer leur crise», avec la mani- festation du 12 février suivi d'un débat public, en passant par l'appel pour la manifestation unitaire du 19 mars (1000 personnes dans les

rues de Mantes), sans oublier le forum des luttes, rendez-vous hebdo- madaire le vendredi devant la mairie de Mantes. Cette candidature est marquée du sceau de la résistance sociale face à la politique de régres- sion de Sarkozy et de la droite au service du Medef. A Mantes-la-Jolie, cette candidature exprime le rejet de Pierre Bédier (UMP) et de son système, synonyme de corruption, d'affairisme, de clientélisme, de dé- ficit démocratique et de projets insensés, comme le circuit F1; système qui va jusqu'au népotisme, en portant la suppléance de la candidature UMP sur le canton à son épouse.

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenue et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires
 HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE, D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION (NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR 93100 MONTREUIL

NUMÉRO NATIONAL D'ÉMETTEUR:
554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque

à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTOUREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM

L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER

L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



Amazonie péruvienne **SOLIDARITÉ AVEC LES INDIENS**

A la suite de l'assassinat, le 5 juin, de dizaines d'Indiens dans la région de Bagua (nord du Pérou), par les forces armées du gouvernement péruvien, une mobilisation internationale a été organisée, jeudi 11 juin. Aux cris de « l'Amazonie n'est pas à vendre, halte à la répression, Garcia démission », de nombreuses organisations ont manifesté devant l'ambassade du Pérou à Paris, exprimant leur solidarité avec les Indiens réprimés. Le président Alan Garcia, inconditionnel des Etats-Unis et du traité de libre-échange, veut faire taire les Indiens et faire passer une dizaine de décrets-lois qui morcellent les terres indiennes au profit de multinationales d'exploitations

pétrolière, minière et forestière. Les 65 ethnies indiennes du Pérou s'y opposent, en bloquant les routes d'accès à leurs terres. Le NPA rappelle son opposition déterminée à ces décrets colonialistes d'exploitation de l'Amazonie qui exproprient les Indiens. La solidarité internationale s'organise, des manifestations ont eu lieu partout en Europe, en Etats-Unis et en Amérique latine simultanément. Le NPA lance un appel à construire la solidarité la plus large possible pour arrêter la répression et pour la sanction des responsables.

Rassemblement, samedi 20 juin, de 15h à 18h, parvis du Trocadéro.



TOUT est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE



Paris, le 11 juin. (Milo)

LE CHIFFRE

67

C'est le nouvel âge légal de départ à la retraite que propose le ministre du Travail, Brice Hortefeux, comme « piste de travail », car « il n'y a pas 36 solutions ». Le gouvernement, ragaillardé par le résultat des élections européennes, pousse ses pions et va encore plus loin que les demandes du Medef. Parmi les 36 solutions, il y en a une qui est celle du NPA : il faut annuler la loi Fillon, qui portera la durée de cotisation nécessaire à 41 ans en 2012, et il faut la retraite pleine pour tous après 37,5 années de travail et moins pour les travaux pénibles. Pour la financer, il faut prendre sur les profits, augmenter les cotisations patronales, interdire les licenciements et créer des emplois pour les services publics.

PALESTINE. Connaissez-vous un Etat sans frontières définies et qui, de toute façon, seraient gardées par un autre Etat? Un Etat qui n'aurait pas le contrôle de son espace aérien? Un Etat où seraient installées et développées des colonies de peuplement par un pays voisin? Un Etat sans capitale, puisque celle-ci a été annexée par le même pays voisin? Un Etat sans armée pour se défendre? Un Etat d'où auraient été chassés des millions de réfugiés, que l'on n'autoriserait pas à choisir de retourner chez eux? Un Etat qui ne pourrait entretenir de relations avec d'autres pays qu'avec l'accord de son puissant voisin? Un Etat où seraient négociées, par ce même envahissant voisin, la paye des cantonniers, les règles de priorité pour la circulation automobile ou l'autorisation de battre monnaie? Vous n'avez pas encore trouvé? Mais c'est la Palestine indépendante vue par Nétanyahou, bien sûr! Cette nouvelle blague paraît du goût de l'administration américaine et de la communauté européenne.

VIOLENCES FAITES AUX FEMMES. Le gouvernement a décidé de créer une « brigade de protection des familles », au sein de la police, afin de lutter contre les violences intrafamiliales. Cette brigade, mise en place dans le courant de l'année, aurait pour objectif de mieux lutter contre le silence, de détecter et d'accueillir les victimes et de lutter contre les auteurs des violences. Mais, selon l'étude de l'Insee, réalisée auprès de 17 500 personnes, dans un cas sur cinq, les femmes victimes de violences gardent le silence et ne portent pas plainte. Et quand elles se décident à parler de l'agression subie, c'est plus souvent à un proche, à un ami ou à un professionnel plutôt qu'à la police. Ce n'est pas de forces de police supplémentaires dont les femmes battues ont besoin, mais de mesures telles que celles décrites dans la loi-cadre déposée par le Collectif national pour les droits des femmes (CNDF) : des lieux d'hébergement, des logements, la prévention par une éducation non sexiste à l'école, la prise en charge sociale des hommes violents.

HADOPI. Estimant que la présomption d'innocence, les droits de la défense, le respect de la vie privée et la liberté d'expression prévalaient, les « sages » du Conseil constitutionnel ont censuré les dispositions centrales de la loi « Hadopi », qui est ainsi vidée de toute sa substance. Un nouveau texte sera présenté au Conseil des ministres, début juillet, pour être voté au Parlement courant juillet. Il permettra l'envoi de recommandations aux internautes suspectés de mal protéger leur accès à Internet contre le piratage, et la labellisation des moyens de sécurisation et des offres légales. Des poursuites judiciaires, en nombre forcément plus limité que ce qui était prévu au départ par la loi, pourront avoir lieu et l'UMP préconise même une juridiction spécialisée dotée du droit de supprimer l'accès à Internet. La bataille continue.

M-REAL. QUAND LES PATRONS SE MOBILISENT. L'usine de pâte à papier M-real d'Alizay (Eure) ne produit plus depuis février et les 130 salariés, employés à divers travaux dans l'usine ou en formation, ne savent pas quel sort leur sera réservé en octobre. Elle a été bloquée par des patrons forestiers qui ne peuvent plus vendre leur bois. En 48 heures, ils ont obtenu en partie satisfaction, trouvant un appui auprès des « pouvoirs publics ». C'est la région, gérée par une alliance PS-PCF-Verts, qui devrait leur accorder un prêt pour compenser leurs pertes. Au mépris du coût social et écologique, le géant M-real fait maintenant venir sa pâte de loin pour l'usine de papier attenante. Après le coup de force des patrons forestiers, il faudra savoir frapper fort pour que l'usine de pâte redémarre à l'automne, pour sauver tous les emplois et obtenir des embauches.

SYNDICALISTE INculpé À MARSEILLE. Au moment où Robert Guédiguian présentait, au Festival de Cannes, son dernier film, *L'Armée du crime*, à propos des Résistants du groupe Manouchian, un autre Marseillais, résistant lui aussi, Charles Hoareau, était mis en garde à vue à Marseille. Charles est un syndicaliste emblématique des comités chômeurs CGT, le tombeur de l'Unedic dans l'affaire des recalculés et le vainqueur de la prime de Noël pour les privés d'emploi. Chaque occasion est bonne pour tenter de « calmer » cet individu particulièrement dangereux et d'intimider tous ceux qui seraient tentés de l'imiter. Charles est accusé de « menaces réitérées et violences » contre le directeur d'une entreprise. Les témoins et les confrontations ont démontré le non-fondé de l'accusation. 200 personnes se sont rassemblées, pendant 28 heures, jusqu'à ce qu'il sorte de garde à vue. Nous serons, le 29 juin, devant le tribunal de Marseille, où Charles doit comparaître, pour exiger un non-lieu.

“ NO COMMENT
L'Afrique sans la France, c'est une voiture sans chauffeur. La France sans l'Afrique, c'est une voiture sans carburant.
OMAR BONGO (PRÉSIDENT-DICTATEUR DU GABON, DÉCÉDÉ LE 8 JUIN). ”

TOUT est à nous !
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction : 01 48 70 42 27
Diffusion : 01 48 70 42 31
Administration : 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail : redaction@npa2009.org
Numéro ISSN : 1969-8178
Commission paritaire : 0414 P 11508
Tirage : 9000 exemplaires

Société éditrice : Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication : François Coustal
Impression : Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
mail : rotoimp@wanadoo.fr